

pulation du Canada, de voir le premier ministre du pays refuser de nous plonger dans la guerre sans le consentement du Parlement. Je désire féliciter le premier ministre d'avoir adopté cette politique, qui est si essentiellement conforme aux meilleures traditions libérales. Mais, d'un autre côté, je soutiens que nous ne saurions nous désintéresser complètement des affaires européennes.

Il me semble qu'il nous faudra un jour ou l'autre prendre un parti: soit que nous évoluions pratiquement vers l'indépendance, soit que nous ayons notre mot à dire dans les affaires de l'empire britannique. J'ignore quelle voie les événements nous feront suivre, mais il faut franchement envisager cette alternative. Personnellement, j'aurais désiré voir le Gouvernement nous présenter un programme quelconque qui nous permettrait de déterminer plus clairement nos rapports avec l'empire britannique. Le premier ministre nous a parlé, hier, dans son discours, du droit qu'avait le Parlement de décider s'il devait être consulté avant que le Canada s'embarquât dans une expédition militaire. Je suis d'accord avec lui. D'autre part, à la demande du gouvernement britannique, il refuse de communiquer à la Chambre une correspondance qui, dit-on, est confidentielle. Monsieur l'Orateur, je prétends que, en ma qualité de représentant du peuple canadien, j'ai parfaitement le droit, de même que tout le peuple, de savoir ce qui se passe entre le Canada et le Royaume-Uni. Il est bien possible que le gouvernement actuel ne nous engage pas dans une guerre sans soumettre la question au Parlement; d'autre part, on sait parfaitement que des pourparlers peuvent se poursuivre, nous engageant pour ainsi dire dans une guerre avant d'atteindre le moment final où le Parlement doit être consulté. Si l'on croyait fermement à la démocratie, on devrait abolir la diplomatie secrète sous toutes ses formes.

Le très hon. MACKENZIE KING: Puis-je poser une question à l'honorable député? Le gouvernement britannique ayant demandé que certaines dépêches ne soient pas publiées, est-il d'avis que nous devrions refuser d'accéder à son désir?

M. WOODSWORTH: C'est au premier ministre qu'il appartient de le dire.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je demande à l'honorable député de vouloir bien donner son avis à la Chambre.

M. WOODSWORTH: Je ne permettrai pas qu'on continue de placer le Canada dans une position pareille. Il est impossible que ces rapports durent longtemps; comme je l'ai dit, nous devrions insister pour qu'on choisisse

entre l'indépendance, suivant laquelle nous ne serions pas tenus en honneur de faire exactement ce que la Grande-Bretagne nous demande, et un système nous permettant de prendre une part effective dans la détermination de la politique générale de l'empire. Personnellement, je crains l'impérialisme. L'autre jour, je lisais un livre, écrit il y a quelque vingt ans par M. J. A. Hobson, et j'aimerais à en citer quelques extraits. En effet, je suis convaincu que bien que nous tous dans cette enceinte, nous devions avoir un profond respect pour la mère patrie, nous reconnaissons cependant que bien des actes qu'on représentait comme la politique de la Grande-Bretagne, n'étaient en réalité que les projets d'une très petite minorité du peuple britannique. Quelques semaines après la tentative faite pour entraîner notre pays dans cette question impériale, le gouvernement fut défait et remplacé par un autre. Voici ce que dit M. Hobson:

L'impérialisme consiste dans les efforts que font ceux qui ont la haute main sur l'industrie pour élargir la voie par laquelle doit s'écouler l'excédent des richesses, en cherchant des débouchés et des placements à l'étranger, afin d'y transporter les marchandises et les capitaux qu'ils ne peuvent acheter ou vendre dans leur propre pays. . . . On n'exagère pas en disant que la politique extérieure de la Grande-Bretagne à notre époque est avant tout une lutte pour trouver de plus en plus des débouchés avantageux pour ses capitaux. La Grande-Bretagne devient une nation qui vit du tribut que lui paye l'étranger et les gens qui jouissent de ce tribut sont de plus en plus enclins à se servir du gouvernement de même que des forces et des finances publiques pour étendre le champ de leurs opérations financières.

On se rappelle les paroles plutôt cyniques de M. Cecil Rhodes, qui disait que "le drapeau de Sa Majesté est le plus grand appoint commercial au monde". Dans son ouvrage publié avant la guerre et intitulé: "La Guerre de l'acier et de l'or", M. Braissford dit ceci:

En 1909, ainsi que l'a déclaré sir George Paish dans sa conférence devant la Société royale de statistique, nos bénéfices provenant des placements dans les colonies et à l'étranger, se sont élevés à \$140,000,000. Inutile de demander maintenant pourquoi le libéralisme pacifique, antimilitariste et antiimpérialiste de l'Angleterre libre-échangiste, qui se contentait de Cobden comme guide, a cédé le pas à l'impérialisme d'aujourd'hui, lequel est imbu de militarisme et avide d'expansion. . . . Notre armée et notre marine constituent une assurance que procurent et entretiennent le peuple en général pour les capitaux placés à l'étranger par le commerce. La Chambre des communes ne possède officiellement qu'un droit de contrôle excessivement restreint. . . . On n'a pas besoin de son consentement pour déclarer la guerre, ce qui signifie qu'elle ne peut intervenir effectivement pour retarder une rupture, exiger l'arbitrage ou révoquer un ministre qui aurait négligé d'épuiser toutes les ressources de la diplomatie en faveur de la paix. . . . Un traité secret ne nous lie pas moins qu'un document public.

M. A. G. Gardiner, ce grand publiciste et libéral anglais, s'est plaint amèrement de l'évolution qui s'est opérée dans la manière de procéder en Angleterre, disant que l'autorité